

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/21012]

16 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française, article 4, § 1^{er}, 4^o ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds ;

Vu le « test genre » du 23 février 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 9 février 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 17 mars 2022 ;

Vu l'avis n^o 71.269/2 du Conseil d'Etat, donné le 25 avril 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant les impacts financiers générés par la crise sanitaire sur les opérateurs dépendants des compétences de la Communauté française et le soutien que cette dernière se doit de leur apporter afin de les préserver ;

Sur la proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la phrase liminaire de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds tel que modifié le 18 novembre 2021, les mots « de l'article 5/1 » sont remplacés par les mots « des articles 5/1 et 5/5 ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, § 4, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2021, du même arrêté, les mots « à l'article 5/1 » sont remplacés par les mots « aux articles 5/1 et 5/5 ».

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er} les mots « à l'article 5/1 » sont remplacés par les mots « aux articles 5/1 et 5/5 » ;

2^o l'article 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les demandeurs et cas visés à l'article 5/5, le montant total des avances de fonds octroyées par le Fonds Ecureuil est défini par le Gouvernement lors de l'approbation des mécanismes d'aide propres à chaque secteur. Ces avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les besoins urgents de trésorerie dont les demandeurs font part à la Communauté française afin de permettre la continuité de leurs activités dans de bonnes conditions. Ces besoins en trésorerie sont liés aux conséquences financières apparues suite aux mesures prises pour lutter contre la pandémie, telles que les fermetures obligatoires, les limitations de jauges et les limitations d'activités. ».

Art. 4. Dans l'article 5/4, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2021, du même arrêté, les mots « à l'article 5/1 » sont remplacés par les mots « aux articles 5/1 et 5/5 ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/5 rédigé comme suit :

« Art. 5/5. § 1^{er}. Le Fonds Ecureuil verse des avances de fonds aux demandeurs répondant aux conditions suivantes :

1^o être un opérateur exerçant des missions et activités dans le champ des compétences de la Communauté française et entrant dans le champ d'application d'un mécanisme d'aide spécifique à son secteur ;

2^o avoir dûment introduit, auprès du Ministère de la Communauté française ou de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, une demande de soutien dans les formes prescrites par le Ministre en charge du secteur concerné.

§ 2. Les Ministres ayant respectivement les secteurs visés par la demande dans leurs compétences, indiquent au Fonds Ecureuil, chacun pour ce qui les concerne, le bénéficiaire de l'avance et le montant de celle-ci.

Ils soumettent préalablement la demande à l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions. ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/6 rédigé comme suit :

« Art. 5/6. § 1^{er}. Les avances visées à l'article 5/5 sont versées au demandeur selon les modalités propres au mécanisme d'aide sectoriel auquel elles se rattachent et décidé par le Gouvernement.

§ 2. Les modalités pratiques et leur périmètre d'application sont fixés par le Gouvernement lors de l'approbation des mécanismes d'aide propres à chaque secteur. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/7 rédigé comme suit :

« Art. 5/7. § 1^{er}. Les avances visées à l'article 5/5 peuvent être remboursées au Fonds Ecureuil soit par l'opérateur bénéficiaire, soit par le Service Administratif à Comptabilité Autonome « Cellule Urgence et Redéploiement » en lieu et place de l'opérateur.

§ 2. Le délai de remboursement pour l'opérateur est de deux ans à dater de la fin de l'année durant laquelle l'avance est octroyée.

En cas de nécessité, induite par un manque de trésorerie, pour le Fonds Ecureuil de récupérer les fonds avancés avant la fin de ce délai, le Service Administratif à Comptabilité Autonome « Cellule Urgence et Redéploiement » prend en charge le remboursement du solde au Fonds Ecureuil. Le remboursement anticipé par le Service Administratif à Comptabilité Autonome « Cellule Urgence et Redéploiement », ne dédouane pas l'opérateur bénéficiaire de l'avance de ses obligations de remboursement.

§ 3. Dans le cas où l'opérateur démontre une situation comptable déficitaire, l'avance est transformée en subvention, prise en charge par le Service Administratif à Comptabilité Autonome « Cellule Urgence et Redéploiement ».

La situation comptable déficitaire est constatée selon les modalités fixées par le Gouvernement lors de l'approbation des mécanismes d'aide propres à chaque secteur visé, tout en étant impérativement liée aux conséquences des mesures prises pour lutter contre la pandémie, telles que les fermetures obligatoires, les limitations de jauges et les limitations d'activités.

§ 4. Dans le cas où l'opérateur s'avère défaillant, le Service Administratif à Comptabilité Autonome « Cellule Urgence et Redéploiement » prend en charge le remboursement du solde au Fonds Ecureuil.

La Communauté française peut compenser cette intervention en ponctionnant le montant dû sur toute autre subvention et/ou dotation octroyées ou à octroyer à l'opérateur défaillant et ce, jusqu'à récupération complète des moyens avancés. ».

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 2021.

Art. 9. Le Ministre qui a le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/21012]

16 JUNI 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot vaststelling van de gevallen waarin het Fonds Ecureuil voorschotten op fondsen kan toekennen

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het Fonds Ecureuil van de Franse Gemeenschap, artikel 4, § 1, 4°;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot vaststelling van de gevallen waarin het Fonds Ecureuil voorschotten op fondsen kan toekennen;

Gelet op de "gendertest" van 23 februari 2022 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, paragraaf 2, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën van 9 februari 2022;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting van 17 maart 2022;

Gelet op het advies nr. 71.269/2 van de Raad van State, uitgebracht op 25 april 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de financiële gevolgen van de gezondheids crisis voor de operatoren die afhankelijk zijn van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en de steun die deze laatste hen moet verlenen om ze te behouden;

Op de voordracht van de minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de inleidende zin van artikel 1, § 1, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot vaststelling van de gevallen waarin het Fonds Ecureuil voorschotten op fondsen kan toekennen, zoals gewijzigd op 18 november 2021, worden de woorden "van artikel 5/1" vervangen door de woorden "van de artikelen 5/1 en 5/5".

Art. 2. In artikel 1, § 4, ingevoegd bij het besluit van de regering van 18 november 2021, van hetzelfde besluit, worden de woorden "in artikel 5/1" vervangen door de woorden "in de artikelen 5/1 en 5/5".

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "in artikel 5/1" vervangen door de woorden "in de artikelen 5/1 en 5/5";

2° aan artikel 2 wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Voor de in artikel 5/5 bedoelde aanvragers en gevallen wordt het totale bedrag van de voorschotten op de door het Fonds Ecureuil toegekende fondsen door de regering vastgesteld bij de goedkeuring van de steunmechanismen die specifiek zijn voor elke sector. Deze voorschotten van middelen die door het Fonds Ecureuil worden gedekt, hebben betrekking op de dringende behoeften aan thesauriemiddelen die de aanvragers aan de Franse Gemeenschap meedelen om de continuïteit van hun activiteiten in goede omstandigheden mogelijk te maken. Deze thesauriebehoeften houden verband met de financiële gevolgen van de maatregelen die ter bestrijding van de pandemie zijn genomen, zoals verplichte sluitingen, beperkingen van het aantal personen en beperkingen van de activiteiten.

Art. 4. In artikel 5/4, ingevoegd bij het besluit van de regering van 18 november 2021, van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 5/1" vervangen door de woorden "in de artikelen 5/1 en 5/5".

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/5 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 5/5. § 1. Het Fonds Ecureuil betaalt voorschotten op fondsen aan aanvragers die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° een operator zijn die opdrachten en activiteiten uitvoert op het bevoegdheidsgebied van de Franse Gemeenschap en die onder het toepassingsgebied valt van een steunmechanisme dat specifiek is voor zijn sector;

2° naar behoren een steunaanvraag hebben ingediend bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap of bij O.N.E., in de vorm die wordt voorgeschreven door de minister die voor de betrokken sector bevoegd is.

§ 2. De Ministers die respectief de sectoren waarop het verzoek betrekking heeft binnen hun bevoegdheid hebben, delen aan het Fonds Ecureuil, elk wat hem betreft, de begunstigde van het voorschot en het bedrag ervan mee.

Zij leggen het verzoek ter voorafgaande goedkeuring voor aan de minister die voor de begroting verantwoordelijk is.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/6 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 5/6. § 1. De in artikel 5/5 bedoelde voorschotten worden aan de aanvrager uitbetaald volgens de procedures die eigen zijn aan het sectorale steunmechanisme waarop zij betrekking hebben en waartoe door de regering wordt besloten.

§ 2. De praktische regelingen en hun toepassingsgebied worden door de regering vastgesteld bij de goedkeuring van de steunmechanismen voor elke sector.

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/7 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 5/7. § 1. De in artikel 5/5 bedoelde voorschotten kunnen aan het Fonds Ecureuil worden terugbetaald hetzij door de begunstigde operator, hetzij door de Administratieve Dienst met Autonome Boekhouding "Eenheid voor noodgevallen en herschikking" in plaats van de operator.

§ 2. De terugbetalingstermijn voor de begunstigde operator bedraagt twee jaar, te rekenen vanaf het einde van het jaar waarin het voorschot is toegekend.

Indien het Fonds Ecureuil de voorgeschoten fondsen vóór het einde van deze periode moet terugvorderen wegens gebrek aan thesauriemiddelen, is de Administratieve Dienst met Autonome Boekhouding "Eenheid voor noodgevallen en herschikking" verantwoordelijk voor de terugbetaling van het saldo aan het Fonds Ecureuil. Vervroegde terugbetaling door de Administratieve Dienst met Autonome Boekhouding "Noodgevallen en herschikking" ontslaat de begunstigde operator van het voorschot niet van zijn terugbetalingsverplichtingen.

§ 3. Indien de operator een boekhoudkundig tekort vertoont, wordt het voorschot omgezet in een subsidie, die wordt uitbetaald door de Administratieve Dienst met autonome boekhouding "Eenheid voor noodgevallen en herschikking".

De boekhoudkundige toestand van het tekort wordt vastgesteld volgens de procedures die door de regering zijn bepaald bij de goedkeuring van de steunmechanismen die specifiek zijn voor elke betrokken sector, waarbij een dwingend verband wordt gelegd met de gevolgen van de maatregelen die zijn genomen ter bestrijding van de pandemie, zoals verplichte sluitingen, beperkingen van het aantal personen en beperkingen van de activiteiten.

§ 4. Indien blijkt dat de operator in gebreke is gebleven, zal de Administratieve Dienst met Autonome Boekhouding "Eenheid voor noodgevallen en herschikking" zich belasten met de terugbetaling van het saldo aan het Fonds Ecureuil.

De Franse Gemeenschap kan deze tussenkomst compenseren door het verschuldigde bedrag in mindering te brengen op elke andere aan de in gebreke blijvende operator toegekende of toe te kennen subsidie en/of subsidie, totdat de voorgeschoten middelen volledig zijn terugbetaald.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2021.

Art. 9. De minister bevoegd voor de begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 juni 2022.

Voor de regering :

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en Toezicht op WBE,
Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/21013]

16 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le nombre d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle en sciences vétérinaires délivrées par université à la fin de l'année académique 2022-2023

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires, article 5, § 2 ;

Considérant l'avis n° 60.041/2/V du Conseil d'Etat, donné le 25 août 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, au terme duquel il estime ne pas être compétent pour rendre un avis dès lors que l'arrêté en projet détermine le nombre d'attestations par institution selon des règles de calcul qui sont fixées de manière exhaustive par le législateur décréteur ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 5, § 2, du décret 13 juillet 2016 relatif aux études de sciences vétérinaires, le nombre d'attestations d'accès à la suite du programme du cycle en sciences vétérinaires, qui sont délivrées à la fin de l'année académique 2022-2023, est réparti comme suit :

1° Université de Liège : 94 ;

2° Université catholique de Louvain : 52 ;

3° Université libre de Bruxelles : 40 ;

4° Université de Namur : 90.